

# Méthode du commentaire d'arrêt



---

COUR DE CASSATION

# 1. Présentation de la méthode du commentaire d'arrêt simplifié

## I. Analyse

### A. Les faits

Dans cette partie seront traités les faits à l'origine de l'arrêt. Leur présentation doit être :

- Chronologique : c'est-à-dire du plus ancien vers le plus récent
- Méthodique : c'est-à-dire que l'étudiant doit sélectionner les faits qui sont importants pour la compréhension de l'arrêt. Au besoin, certains faits doivent être déduits afin de rendre l'exposé logique.

Il importe de distinguer les faits matériels (événements ayant provoqué le litige) des faits judiciaires (procédure depuis l'assignation).

#### *1. Les faits matériels*

Il s'agit des circonstances qui donnent lieu au conflit entre les parties.

Les faits matériels doivent être représentés dans un tableau :

Date	Évènement
Le XX/XX/XXXX	Messieurs X et Y concluent un contrat de vente de matériel informatique. Monsieur X est vendeur, Monsieur Y est acheteur.
À une date inconnue	Monsieur Y n'exécute pas les obligations prévues au contrat. Il ne paye pas le prix du matériel commandé.
À une date inconnue	Monsieur X envoie une mise en demeure à Monsieur Y par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Attention :** En principe, les faits matériels ne retracent aucun élément de procédure, sauf s'il s'agit d'une procédure antérieure, indépendante de celle de la décision en cause.

En principe, les faits matériels ne contiennent aucun texte juridique, sauf si la décision à commenter repose sur un conflit de textes dans le temps, dans l'espace, ou problème de hiérarchie de textes.

## 2. Les faits judiciaires

Il s'agit de la procédure depuis l'assignation.

En principe, les faits judiciaires sont les suivants :

- L'assignation
- Le jugement rendu par la juridiction de première instance
- L'appel
- L'arrêt rendu par la Cour d'appel
- Le pourvoi en cassation
- L'arrêt rendu par la Cour de cassation

Examinons successivement ces différentes étapes :

- **L'assignation** : il faut indiquer le demandeur, le défendeur, la nature de l'action et le fondement textuel.
  - Exemple : Monsieur X, demandeur, assigne Monsieur Y, défendeur, en exécution du contrat de vente de matériel informatique (paiement du prix), sur le fondement de l'article 1103 du Code civil (qui oblige les personnes ayant conclu un contrat à l'exécuter).
- **Le jugement de la juridiction de première instance** : il faut indiquer la nature de la juridiction, la localisation de la juridiction, le sens de la décision prise par les juges.
  - Exemple : Le Tribunal de grande instance de Paris (*lorsque la juridiction de première instance n'est pas expressément citée dans l'arrêt « la juridiction de première instance inconnue »*) fait droit à la demande de Monsieur X et condamne Monsieur Y au paiement du

prix du matériel informatique livré (*si le sens de la décision de première instance n'est pas cité dans l'arrêt, « a rendu un jugement inconnu »*).

- **L'appel** : il faut indiquer la partie qui interjette appel.
  - Exemple : Monsieur Y, mécontent, interjette appel.
  - Exemple : Monsieur Y, mécontent, a interjeté appel.
- **L'arrêt de la cour d'appel** : il faut indiquer la localisation de la juridiction et le sens de la décision prise par les juges. Si le sens du jugement de première instance n'est pas connu : « la cour d'appel fait droit à Monsieur X ». Si le jugement de première instance est connu, deux hypothèses se présentent : soit l'arrêt de cour d'appel rend un arrêt qui s'inscrit dans le même sens « la cour d'appel confirme le jugement » ; soit l'arrêt de cour d'appel rend un arrêt qui s'inscrit dans le sens inverse « la cour d'appel infirme le jugement ».
  - Exemple : La Cour d'appel de Paris (*vous trouverez la localisation de la juridiction soit dans le paragraphe faisant l'exposé des faits, soit dans le paragraphe traitant du dispositif de l'arrêt*) confirme le jugement rendu par le tribunal de première instance et condamne à nouveau Monsieur Y au paiement du prix du matériel informatique livré (*lorsque le sens du jugement n'est pas connu « fait droit à Monsieur X et condamne Monsieur Y au paiement du prix du matériel informatique livré »*).
- **Le pourvoi en cassation** : il faut indiquer la partie qui forme le pourvoi en cassation.
  - Exemple : Monsieur Y forme un pourvoi en cassation.
  - Exemple : Monsieur Y se pourvoit en cassation.
- **L'arrêt de la Cour de cassation** : il faut préciser la chambre de la Cour de cassation ayant rendu l'arrêt et le sens de la décision prise par les juges. Soit la Cour de cassation approuve l'arrêt de Cour d'appel « rejette le pourvoi » ; soit elle ne l'approuve pas « casse et annule ». Dans le cas où la Cour de cassation casse et annule l'arrêt de cour d'appel, il faut indiquer la juridiction devant laquelle l'affaire est renvoyée (*vous trouverez la localisation de la juridiction de renvoi dans le paragraphe traitant du dispositif de l'arrêt*).
  - Exemple : La première chambre civile de la Cour de cassation casse et annule l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris et renvoie l'affaire devant la Cour d'appel d'Orléans.
  - Exemple : La première chambre civile de la Cour de cassation rejette le pourvoi.

Les faits judiciaires doivent être représentés dans un tableau :

Date	Évènement
À une date inconnue	<p>Monsieur X, demandeur, assigne Monsieur Y, défendeur, en paiement du prix du matériel informatique livré, sur le fondement de l'article 1103 du Code civil.</p> <p><i>(Les quatre étapes sont bien respectées : demandeur, défendeur, nature de la demande, fondement de la demande).</i></p> <p><u>Attention</u> : la qualité du demandeur peut changer au cours de la procédure. Il ne faut pas penser que le demandeur à l'assignation reste demandeur tout au long du procès.</p> <p><u>Exemple</u> : En première instance, Monsieur X assigne Monsieur Y : Monsieur X est demandeur à l'assignation ; Monsieur Y est défendeur à l'assignation. La juridiction de premier degré fait droit à Monsieur X : Monsieur Y interjette appel et devient l'appelant ; Monsieur X devient l'intimé. La cour d'appel fait droit à Monsieur Y : Monsieur X forme un pourvoi en cassation et devient le demandeur au pourvoi ; Monsieur Y devient le défendeur au pourvoi.</p>
À une date inconnue	<p>Le Tribunal de grande instance de Paris fait droit à la demande de Monsieur X et condamne Monsieur Y au paiement du prix du matériel informatique livré.</p> <p><i>À l'inverse, si la juridiction ne fait pas droit au demandeur à l'assignation, on écrit « ne fait pas droit à la demande de Monsieur X » ou « déboute Monsieur X ».</i></p> <p><i>(Les trois étapes sont bien respectées : nature de la juridiction, localisation de la juridiction, sens de la décision rendue).</i></p> <p><i>La plupart du temps, la lecture de l'arrêt de la Cour de cassation ne nous permet pas de déterminer ces informations. On écrira alors : Le tribunal de première instance inconnu (on ne se prononce pas sur la nature de la juridiction ni sur sa localisation) rend un jugement inconnu (on ne se prononce pas sur le sens de la décision rendue).</i></p>
À une date inconnue	<p>Monsieur Y interjette appel.</p> <p><i>La plupart du temps, la lecture de l'arrêt de la Cour de cassation ne nous permet pas de déterminer cette information (sans savoir ce qu'a décidé la</i></p>

	<p><i>juridiction de première instance, impossible de déterminer quel est la partie mécontente). On écrira alors : Une partie inconnue interjette appel.</i></p>
Le XX/XX/XXXX	<p>La Cour d'appel de Paris confirme le jugement rendu par la juridiction de première instance. Elle déclare que Monsieur Y doit payer le prix du matériel informatique livré conformément au contrat.</p> <p><i>(Les deux étapes ont bien été respectées : localisation de la juridiction et sens de la décision rendue).</i></p> <p><i>La plupart du temps, la lecture de l'arrêt de la Cour de cassation ne nous permet pas de déterminer cette information (sans savoir ce qu'a décidé la juridiction de première instance, impossible de savoir si la cour d'appel rend une décision dans le même sens ou dans le sens contraire). On écrira alors : La Cour d'appel de Paris fait droit à Monsieur X. Elle déclare que Monsieur Y doit payer le prix du matériel informatique livré conformément au contrat.</i></p> <p><u>Attention</u> : Parfois l'arrêt de la Cour de cassation précise que l'arrêt de cour d'appel est un arrêt confirmatif ou infirmatif. Si tel est le cas, vous pourrez déduire la solution rendue par la juridiction de première instance ainsi que la partie ayant interjeté appel.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Si l'arrêt est confirmatif : le sens de la décision de la juridiction de première instance est le même que celui de la cour d'appel et l'appelant est donc celui à qui la cour d'appel ne fait pas droit.</i></li> <li>- <i>Si l'arrêt est infirmatif : le sens de la décision de la juridiction de première instance est contraire à celui de la cour d'appel et l'appelant est celui à qui la cour d'appel fait droit.</i></li> </ul>
À une date inconnue	<p>Monsieur Y forme un pourvoi en cassation.</p> <p><i>Attention : en présence d'un arrêt de cassation, les arguments (les moyens) de la personne qui forme un pourvoi en cassation ne sont pas spécialement développés dans l'arrêt ; au contraire, en présence d'un arrêt de rejet, les arguments (les moyens) de la personne qui forme un pourvoi en cassation sont spécialement rappelés dans l'arrêt.</i></p>
Le XX/XX/XXXX	<p>La première chambre civile de la Cour de cassation casse et annule l'arrêt rendu par la cour d'appel de Paris et renvoie l'affaire devant la Cour d'appel d'Orléans.</p>

	<p><i>(Les trois étapes de l'arrêt de cassation ont été respectées : précision de la chambre de la Cour de cassation, sens de la décision, précision de la juridiction de renvoi). Cette dernière étape n'existe pas en présence d'un arrêt de rejet.</i></p> <p><i>Il est important de préciser la chambre de la Cour de cassation :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>- Certaines formations soulignent l'importance particulière de l'arrêt en présence : une Chambre mixte témoigne d'une divergence de position entre plusieurs chambres de la Cour de cassation qui ne rendent pas les mêmes solutions sur un sujet précis ; une Assemblée plénière témoigne de l'importance particulière du point de droit qui est jugé dans l'arrêt.</i></li> <li><i>- Les chambres de la Cour de cassation ont toutes une spécialité : le droit pénal est dévolu à la Chambre criminelle ; le droit du travail à la Chambre sociale ; le droit commerciale à la Chambre commerciale ; le droit civil est réparti entre les trois premières chambres de la Cour de cassation.</i></li> </ul>
--	--

## B. Le droit

### 1. Les prétentions des parties

Les prétentions des parties sont les arguments que les parties avancent pour se défendre à l'occasion du litige.

Elles doivent être présentées symétriquement dans un tableau :

- D'un côté une affirmation
- D'un autre côté une négation

La première prétention doit être concrète : elle doit exprimer ce que réclame le demandeur et ce que conteste le défendeur.

#### Exemple :

- Monsieur X réclame le paiement du prix du matériel informatique livré.
- Monsieur Y conteste le paiement du prix du matériel informatique livré.

La deuxième prétention doit être argumentée : elle doit exprimer les arguments en droit des parties à l'instance.

Exemple :

- Parce que l'article 1650 du Code civil dispose que l'acheteur doit payer le prix au vendeur. Monsieur Y doit donc s'acquitter du prix convenu au moment de la conclusion du contrat.
- Parce que l'article 1604 du Code civil dispose que le vendeur doit délivrer la chose prévue au contrat. Monsieur X n'a pas délivré le bon matériel.

Attention : des prétentions supplémentaires peuvent exister.

Exemple :

- Parce que Monsieur X a correctement exécuté sa prestation. Il a livré un matériel informatique qui correspondait aux volontés de Monsieur Y. Il doit donc obtenir paiement
- Parce que Monsieur Y estime que Monsieur X n'a pas correctement exécuté sa prestation. Les articles 1224 et suivants du Code civil disposent que lorsque l'obligation a mal été exécutée, la résolution (c'est-à-dire la fin du contrat) peut être demandée.

La dernière prétention des parties doit être générale : elle doit renvoyer au problème de droit qui est posé aux juridictions et auquel la solution rendue par la Cour de cassation répond.

Exemple :

- Parce que les conventions correctement exécutées doivent être respectées par l'ensemble des parties au contrat. Dès lors, l'acheteur qui est devenu propriétaire doit s'acquitter du prix auprès du vendeur.
- Parce que les conventions non correctement exécutées peuvent prendre fin par la résolution du contrat. Dès lors, l'acheteur qui est devenu propriétaire d'un bien non conforme à ce qui était prévu au contrat, peut restituer ce bien et ne pas être obligé à en payer le prix.

### *3. Le problème de droit*

Le problème posé doit être de droit et général. C'est la question qui est posée à la Cour de cassation.

Dire que le problème est de droit et général signifie qu'il ne faut pas parler des faits.



Exemple :

- Le vendeur peut-il contraindre l'acheteur à payer le prix alors même qu'il n'a pas délivré le bien prévu au contrat ? (Juste)
- Monsieur X peut-il demander paiement du prix à Monsieur Y, alors que ce dernier n'a pas reçu le matériel informatique qu'il demandait ? (Faux)

Le problème de droit est une question : il faut donc utiliser la forme interrogative.

Exemple :

- Le vendeur peut-il contraindre l'acheteur à payer le prix alors même qu'il n'a pas délivré le bien prévu au contrat ? (Interrogation à la forme active)
- Les hauts magistrats de la Cour de cassation se sont demandés si le vendeur pouvait contraindre l'acheteur à payer le prix alors même qu'il n'avait pas délivré le bien prévu au contrat. (Interrogation à la forme passive)

#### *4. La solution de droit*

La solution de la Cour de cassation est un des points les plus importants de l'exercice. Il ne s'agit pas de l'énoncé réglant le cas particulier qui se présente à la Cour de cassation, mais de la règle qui est plus largement dégagée.

Il faut présenter la solution qui répond au problème de droit.

Exemple :

- « Attendu que, sauf convention particulière, l'obligation, pour l'acheteur, de payer le prix de vente résulte de l'exécution complète, par le vendeur, de son obligation de délivrance » (Juste).
- « Attendu qu'en se déterminant ainsi, alors qu'elle constatait que le matériel informatique livré ne correspondait pas à celui prévu au contrat initialement conclu, rendant l'exécution du contrat par Monsieur X incomplète, la cour d'appel ne pouvait déclarer que Monsieur Y était contraint de payer le prix et a méconnu les textes susvisés » (Faux).

Attention : Il est préférable de recopier la solution de droit en entier. Vous devrez la reformuler plus loin dans le devoir.

Il faut distinguer selon que l'arrêt soit de rejet ou de cassation :

Lorsque l'arrêt est **un arrêt de cassation**, il faut recopier :

- Le visa « **Vu les articles 1604 et 1650 du Code civil** »
- S'il y en a un le chapeau, qui est le rappel de la règle prévue par les textes cités au visa
- La solution générale, qui se trouve au-dessus du dispositif, et qui ne doit pas comporter d'éléments de fait

Lorsque l'arrêt est **un arrêt de rejet**, il faut recopier la seule solution générale, qui se trouve au-dessus du dispositif, et qui ne doit pas comporter d'éléments de fait.

## II. **Commentaire**

### A. Comprendre la solution

#### 1. *En elle-même*

##### a. L'analyse de la solution

Il s'agit dans cette partie d'analyser les termes de la seule solution, et non ceux de tout l'arrêt.

Il faut :

- Donner la définition des termes juridiques contenus dans la solution
  - o Exemple : traités, lois, adoption, etc...
- Respecter le sens qu'ils ont dans la solution (attention aux mots polysémiques)
  - o Exemple : l'adoption a plusieurs sens. En droit civil, il signifie la « création par jugement d'un lien juridique de filiation entre deux personnes qui, sous le rapport de sang, sont généralement étrangères l'une à l'autre ». En droit constitutionnel, il signifie « notamment pour une assemblée parlementaire, [le] fait d'approuver un texte, par exemple une proposition ou un projet de loi (Const. art. 45) ou une motion de censure (art. 49) ».

Voici les trois principaux dictionnaires juridiques :

- **S. GUINCHARD ET TH. DEBARD**, *Lexique des termes juridiques 2018-2019*, Dalloz, Lexiques, 26<sup>ème</sup> éd., 2018, 1144 pages. **19,90 euros**.

- **R. CABRILLAC**, *Dictionnaire du vocabulaire juridique 2019*, LexisNexis, Objectif droit, 10<sup>ème</sup> éd., 2018, 532 pages. **15 euros**.
- **ASSOCIATION HENRI CAPITANT DES AMIS DE LA CULTURE JURIDIQUE FRANÇAISE**, *Vocabulaire juridique*, PUF, Quadrige, 12<sup>ème</sup> éd., 2018, 1104 pages. **26 euros**.

## b. La synthèse de la solution

Il s'agit dans cette partie de synthétiser la seule solution, et non l'ensemble de l'arrêt.

Il faut exprimer la solution sous une autre forme. Cet exercice permet de vérifier que l'étudiant a correctement compris le sens de la solution donnée dans la décision.

Exemple : En principe, les contrats conclus doivent être respectés, ce qui signifie qu'il faut exécuter les obligations que les parties ont convenues. Dans un contrat de vente, le vendeur s'oblige à transférer la propriété d'un bien, l'acheteur s'oblige à en payer le prix. Par exception, si l'une des parties n'exécute pas son obligation, le contrat peut être résolu, ce qui signifie qu'il prend fin et qu'il faut faire comme s'il n'avait jamais été conclu. Ainsi, lorsque le vendeur ne transfère pas la propriété de la chose qui a été prévue au contrat, l'acheteur peut demander à ne pas payer le prix et restituer la chose qu'il a reçu.

## 2. Par rapport au passé et au futur

Il s'agit de replacer la décision étudiée dans l'évolution du droit, législatif et jurisprudentiel. Pour ce faire, vous devrez vous aider

- du Code civil (édition Dalloz ou Litec),
- et pour les devoirs rendus en travaux dirigés du site internet Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>)

Il faut examiner le passé et le futur législatif et jurisprudentiel par rapport à la décision étudiée !

## a. Le passé

Il faut se poser les questions suivantes :

- **La loi a-t-elle changé ?**
- **La jurisprudence a-t-elle changé ?**

- La législation

### Pour la législation antérieure :

- Le texte peut avoir été créé par la loi du 3 mai 1803 promulguée le 15 mars 1803 (date de l'adoption du Code civil) sans avoir été modifié par la suite
  - Il faut préciser que le texte n'a jamais changé depuis la promulgation du Code civil.
- Le texte peut avoir été créé par une loi postérieure à la loi du 3 mai 1803 promulguée le 15 mars 1803 (date de l'adoption du Code civil) sans avoir été modifié par la suite
  - Il faut préciser quelle loi a créé le texte et préciser que le texte n'a jamais changé depuis la promulgation de cette loi.
- Le texte peut avoir été créé par la loi du 3 mai 1803 promulguée le 15 mars 1803 (date de l'adoption du Code civil) et avoir été modifié par une loi postérieure
  - Il faut préciser la version antérieure du texte et la loi qui l'a modifié
- Le texte peut avoir été créé par une loi postérieure à la loi du 3 mai 1803 promulguée le 15 mars 1803 (date de l'adoption du Code civil) et avoir été modifié par la suite
  - Il faut préciser la version antérieure du texte et la loi qui l'a modifié

### Attention :

- À l'occasion des devoirs maisons : vous devrez trouver le texte antérieur sur Légifrance
- À l'occasion des examens : votre Code ne permet pas de connaître le contenu du texte antérieur. Vous devrez néanmoins préciser la date à laquelle la législation a été modifiée

### Sur votre code :

#### Exemple 1 :

**Art. 209** Lorsque celui qui fournit ou celui qui reçoit des aliments est remplacé dans un état tel, que l'un ne puisse plus en donner, ou que l'autre n'en ait plus besoin en tout ou partie, la décharge ou réduction peut en être demandée.

Ici, le texte a été créé par la loi du 3 mai 1803 promulguée le 15 mars 1803. Vous savez que le texte a été créé par la loi du 3 mai 1803 parce que rien n'est précisé à côté de « Art. 219 »

#### Exemple 2 :

**Art. 213** (L. n° 70-459 du 4 juin 1970) Les époux assurent ensemble la direction morale et matérielle de la famille. Ils pourvoient à l'éducation des enfants et préparent leur avenir.

Ici, le texte a été créé par la loi n° 70-459 du 4 juin 1970. Vous le savez puisque la loi est indiquée entre parenthèses en italique à côté de « Art. 213 ».

#### Exemple 3 :

**Art. 212** Les époux se doivent mutuellement (L. n° 2006-399 du 4 avr. 2006, art. 2) « respect, » fidélité, secours, assistance.

Ici, le texte a été créé par la loi du 3 mai 1803 promulguée le 15 mars 1803 et une partie du texte a été modifiée par la loi n° 2005-399 du 4 avril 2006.

- Vous savez que le texte a été créé par la loi du 3 mai 1803 parce que rien n'est précisé à côté de « Art. 212 »
- Vous savez qu'une partie du texte a été modifiée par la loi du 4 avril 2006 parce qu'elle est indiquée entre parenthèses en italique. La loi a ajouté en 2006 le terme « respect ».

#### Exemple 4 :

**Art. 214** (L. n° 65-570 du 13 juill. 1965) Si les conventions matrimoniales ne règlent pas la contribution des époux aux charges du mariage, ils y contribuent à proportion de leurs facultés respectives.

*Al. 2 et 3 abrogés par L. n° 75-617 du 11 juill. 1975.*

*Si l'un des époux ne remplit pas ses obligations, il peut y être contraint par l'autre dans les formes prévues au code de procédure civile.*

Ici, le texte a été créé par la loi n° 65-579 du 13 juillet 1965 et les alinéas 2 et 3 ont été abrogés par la loi n° 75-617 du 11 juillet 1975.

- Vous savez que le texte a été créé par la loi n° 65-579 du 13 juillet 1965 parce qu'elle est indiquée entre parenthèses en italique à côté de « Art. 214 ».
- Vous savez que les alinéas 2 et 3 ont été abrogés par la loi n° 75-617 du 11 juillet 1975 parce que cela est indiqué en italique sous le premier alinéa.

**Art. 215** (L. n° 70-459 du 4 juin 1970) « Les époux s'obligent mutuellement à une communauté de vie. »  
 (L. n° 75-617 du 11 juill. 1975) « La résidence de la famille est au lieu qu'ils choisissent d'un commun accord. »  
 (L. n° 65-570 du 13 juill. 1965) Les époux ne peuvent l'un sans l'autre disposer des droits par lesquels est assuré le logement de la famille, ni des meubles meublants dont il est garni. Celui des deux qui n'a pas donné son consentement à l'acte peut en demander l'annulation : l'action en nullité lui est ouverte dans l'année à partir du jour où il a eu connaissance de l'acte, sans pouvoir jamais être intentée plus d'un an après que le régime matrimonial s'est dissous.

Ici, le texte a été créé par la loi n° 70-459 du 4 juin 1970, que l'alinéa 2 a été créé par la loi n° 75-617 du 11 juillet 1975 et que l'alinéa 3 a été créé par la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965.

- Vous savez que l'alinéa 1<sup>er</sup> a été créé par la loi n° 70-459 du 4 juin 1970 parce qu'elle est indiquée entre parenthèses en italique à côté de « Art. 215 »
- Vous savez que l'alinéa 2 a été créé par la loi n° 75-617 du 11 juillet 1975 parce qu'elle est indiquée entre parenthèses en italique à côté de l'alinéa 2 en début de phrase
- Vous savez que l'alinéa 3 a été créé par la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 parce qu'elle est indiquée entre parenthèses en italique à côté de l'alinéa 3 en début de phrase

## Sur Légifrance :

Rendez-vous sur la page de Légifrance.

Vous trouverez l'onglet « Les codes en vigueur »

Cliquez-dessus

The screenshot shows the Legifrance website interface. At the top, there's a header with the Legifrance logo and navigation links. Below the header, there's a section for 'Actualité' with a list of recent legislative acts. The main content area is divided into several sections: 'Sites juridiques', 'Traductions du droit français', 'Lois et règlements', 'Jurisprudence', 'Accords collectifs', 'Droit européen', and 'Droit international'. In the 'Lois et règlements' section, the 'Les codes en vigueur' link is highlighted. On the right side, there's a sidebar with links to 'Le Journal officiel de la République française', 'Actualité législative', and 'Qualité et simplification du droit'.

Vous pouvez directement trouver le texte

- en sélectionnant « Nom du code » : Code civil
- en rentrant le numéro d'article dans la case en-dessous : article 212

Legifrance gouv.fr  
LE SERVICE PUBLIC DE LA DIFFUSION DU DROIT

samedi 8 septembre 2018 Informations de mise à jour

Accueil Droit français Droit européen Droit international Traductions Bases de données

Vous êtes dans : Accueil > Recherche simple dans les codes en vigueur

**Recherche simple dans les codes en vigueur**

**Critères de recherche**

Accès direct à un code en vigueur

Nom du code -- Choisir un code --

Consulter Télécharger en PDF

Recherche d'un article au sein d'un code

Nom du code Code civil

Numéro d'article 212 Ex: L511-1, L511-\*, \*1241\*

Par mot ou expression Ex: santé, sante, socia

Rechercher Effacer Aide

**Informations**

- Contenu
- Mise à jour

**Recherche connexe**

- Recherche experte dans les codes et textes consolidés

**Lien connexe**

- Tables de concordance et dossiers des codes récents

À propos de l'ordre juridique français Licences Quoi de neuf sur le site ?  
À propos du site Plan du site Accessibilité Aide générale Nous écrire Établir un lien

Vous trouverez la version en vigueur de l'article 212 du Code civil.

Pour trouver la version antérieure à la loi n° 2005-399 du 4 avril 2006, deux options :

- Soit vous cliquez à gauche sur « Version en vigueur du 22 septembre 1942 au 5 avril 2006
- Soit vous cliquez à gauche sur « Version consolidée à la date du ... » et indiquez une date antérieure à celle du 4 avril 2006.

[Accueil](#)
[Droit français](#)
[Droit européen](#)
[Droit international](#)
[Traductions](#)
[Bases de données](#)

Vous êtes dans : [Accueil](#) > [Les codes en vigueur](#) > [Code civil - Article 212](#)

## Code civil - Article 212

[Masquer le panneau de navigation](#)

[Retour à l'écran de recherche](#) - [<< Article précédent](#) - [Article suivant >>](#) - [Imprimer](#)

### Navigation

#### Article 212

Versions de l'article:

► [Version en vigueur au 5 avril 2006](#)

► [Version en vigueur du 22 septembre 1942 au 5 avril 2006](#)

Version consolidée à la date du ...

Jour Mois Année  
 8 Septembre 2018 [Consulter](#)  
 Ex: 2018

Chemin :

[Code civil](#)

► [Livres Ier : Des personnes](#)

► [Titre V : Du mariage](#)

► [Chapitre VI : Des devoirs et des droits respectifs des époux](#)

### Article 212

Modifié par [Loi n°2006-399 du 4 avril 2006 - art. 2 JORF 5 avril 2006](#)

Les époux se doivent mutuellement respect, fidélité, secours, assistance.

#### Liens relatifs à cet article

Cité par:

[Loi n°1928-03-30 du 30 mars 1928 - art. 2 septies \(V\)](#)  
[Loi n°88-1088 du 1 décembre 1988 - art. 23 \(Ab\)](#)  
[DÉCISION n°2015-488 QPC du 7 octobre 2015 - art., v. init.](#)  
[Décret n°2017-122 du 1er février 2017 - art. 2, v. init.](#)  
[Code civil - art. 270 \(M\)](#)  
[Code civil - art. 75 \(V\)](#)  
[Code de l'action sociale et des familles - art. L262-10 \(VD\)](#)  
[Code de l'action sociale et des familles - art. L262-35 \(V\)](#)  
[Code de l'action sociale et des familles - art. L314-12-1 \(V\)](#)  
[Code de l'action sociale et des familles - art. L315-16 \(V\)](#)  
[Code de la santé publique - art. L6145-11 \(V\)](#)  
[Code de la santé publique - art. L708 \(T\)](#)

Vous trouverez la version antérieure du texte, soit la suivante : « Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance ».

[Accueil](#)
[Droit français](#)
[Droit européen](#)
[Droit international](#)
[Traductions](#)
[Bases de données](#)

Vous êtes dans : [Accueil](#) > [Les codes en vigueur](#) > [Code civil - Article 212](#)

## Code civil - Article 212

[Masquer le panneau de navigation](#)

[<< Article précédent](#) - [Article suivant >>](#) - [Imprimer](#)

### Navigation

#### Article 212

Versions de l'article:

► [Version en vigueur au 5 avril 2006](#)

► [Version en vigueur du 22 septembre 1942 au 5 avril 2006](#)

Version consolidée à la date du ...

Jour Mois Année  
 4 Avril 2006 [Consulter](#)  
 Ex: 2018

Chemin :

[Code civil](#)

► [Livres Ier : Des personnes](#)

► [Titre V : Du mariage](#)

► [Chapitre VI : Des devoirs et des droits respectifs des époux](#)

### Article 212

Créé par [Loi 1803-03-17 promulguée le 27 mars 1803](#)

Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance.

#### Liens relatifs à cet article

Cité par:

[Loi n°1928-03-30 du 30 mars 1928 - art. 2 septies \(V\)](#)  
[Loi n°88-1088 du 1 décembre 1988 - art. 23 \(Ab\)](#)  
[DÉCISION n°2015-488 QPC du 7 octobre 2015 - art., v. init.](#)  
[Décret n°2017-122 du 1er février 2017 - art. 2, v. init.](#)  
[Code civil - art. 270 \(M\)](#)  
[Code civil - art. 75 \(V\)](#)  
[Code de l'action sociale et des familles - art. L262-10 \(VD\)](#)  
[Code de l'action sociale et des familles - art. L262-35 \(V\)](#)  
[Code de l'action sociale et des familles - art. L314-12-1 \(V\)](#)  
[Code de l'action sociale et des familles - art. L315-16 \(V\)](#)  
[Code de la santé publique - art. L6145-11 \(V\)](#)  
[Code de la santé publique - art. L708 \(T\)](#)



- La jurisprudence

Pour la jurisprudence antérieure :

- Si elle est la même que celle que nous étudions, la décision que nous étudions est une jurisprudence constante ou d'application
- Si elle n'est pas la même que celle que nous étudions, la décision que nous étudions est un revirement de jurisprudence
- S'il n'y a pas de décision antérieure à la nôtre, il s'agit d'une jurisprudence nouvelle ou de principe

Pour trouver les jurisprudences antérieures, il faut se rendre sous l'article relatif à la décision traitée et prendre connaissance des décisions rendues.

Exemple : Se rendre sous l'article 16-7 du Code civil

- En bas à droite de la page, vous trouverez le texte de l'article
- En tournant la page, vous trouverez les différentes jurisprudences, classées par blocs

leurs fonctions de sauvegarde pendant toute la durée de leur service. » CEDH 7 nov. 2002, *Madsen c/ Danemark* : D. 2005, 36, note Mouly et Marguénau ; JCEP 2004, 334, n° 6, obs. Raynaud (application au surplus non disproportionnée, le requérant n'ayant subi qu'un test dans l'année précédant sa démission).

Absence de violation de l'art. 8 CDDH. EOH pour l'obligation de salariés d'une usine nucléaire de se soumettre à des tests de dépistage de drogue. Cette mesure vise la justice et la sécurité publique, la protection des droits et libertés d'autrui, notamment les autres salariés. » CEDH sect. IV, 9 mars 2004, *Wretling c/ Suède*, n° 46210/99 : D. 2005, 36, note Mouly et Marguénau ; JCEP 2004, 355, n° 4, obs. J. Raynaud (mesure non prévue par la loi mais prise en vertu d'un pouvoir de l'employeur de définir et organiser le travail constituant un principe général du droit des salariés).

**16. Fichiers de données ADN.** Absence de violation de l'art. 8 CDDH dans la constitution d'un fichier d'empreintes ADN pour des délinquants, même si l'ADN n'a joué aucun rôle dans l'enquête et le procès donnant lieu au prélèvement de l'ADN. » CEDH 16 oct. 2003, *Pays-Bas*, n° 29514/05 (la mesure est une ingérence dans la vie privée, elle est nécessaire et non

indispensable, compte tenu des apports dans l'identification des auteurs d'infraction, y compris pour écarter rapidement une personne si elle figure de la liste des suspects). ♦ V. aussi, s. art. 16-3 et 104.

**17. Biométrie.** BIBL. Galloux et Gaumont-Pat, obs. D. 2007, Pan. 1105, § 4. Interdiction faite à un employeur de mettre en place un système de contrôle des temps de présence des salariés par empreinte digitale, donnée biométrique mettant en cause le corps humain. » TGI Paris, 19 avr. 2005 : D. 2005, Pan. 2650, obs. Mirza ; JCEP 2005, n° 154, note A. Lepage. — Touchent, JCP 2005, 1337. — Barbry et Rouillé-Mirza, Gaz. Pal. 2005, Doctr. 2431. — Barbry et Grassot, Gaz. Pal. 2005, Doctr. 3260.

**3° OBLIGATION DE RENSEIGNEMENT**  
(jurisprudence rendue sous le visa de l'art. 1147 anc.)

**18. Contenu et régime de l'obligation.** V. le rappel de la jurisprudence antérieure, rendue sous le visa de l'art. 1147 anc. C. civ., s. CSP, art. L. 1111-2, reproduit s. art. 16-9.

**19. Fondement de l'obligation.** V. note 23 ss. art. 16.

**Art. 16-4** *Nul ne peut porter atteinte à l'intégrité de l'espèce humaine.*

Outre pratique éugnétique tendant à l'organisation de la sélection des personnes est interdite.

(L. n° 2004-800 du 6 août 2004, art. 21) « Est interdite toute intervention ayant pour but de faire naître un enfant génétiquement identique à une autre personne vivante ou décédée. »

La révérence des recherches tendant à la prévention et au traitement des maladies génétiques, aucune transformation ne peut être apportée aux caractères génétiques dans le but de modifier la descendance de la personne.

**BIBL.** ♦ Espèce humaine : LARÉ, D. 1999, Chron. 437. — PUS-HERR, D. 2005, Chron. 865 (qualification juridique). ♦ Eugénisme : LARBIER-ROUX, *Mélanges Lambert*, Dalloz, 2002, p. 255 (indemnisation du handicap de naissance et eugénisme). — SCAUX, *Critique pour le stérile*, Dalloz, 2002, p. 171. ♦ Prévention des maladies : LARBIER-ROUX, *Mélanges Lambert*, Dalloz, 2002, p. 255. ♦ Bursi, *Libre*, 1997, p. 181 (brevetabilité du vivant). — GALLIOUX, JCP 1995, I, 3872; note D. 1996, 44. — GAUMONT-PAT, D. 2001, Chron. 2882 (Dir. CE n° 98/44 sur la protection juridique des inventions biotechnologiques). ♦ D. 2005, Chron. 3087 (brevetabilité des inventions impliquant des cellules souches). — GOSTAL, *Mélanges Gode*, Economica, 2004, p. 170 (brevetabilité des inventions impliquant brevets de génome). ♦ LAMER, D. 2005, Chron. 865 (personne). — LA GAU, JCP 2005, I, 120 (contestation de la Dir. CE n° 98/44). — MARCIET, LPA 15 et 16 juin 1999, génomes. — MATHIEU, D. 2001, Chron. 13 (directive européenne sur la brevetabilité des inventions biotechnologiques). — SREZ, *Études J.-A. Maciães, Loris-Noris* 2009 (utopie de la brevetabilité du génome par rapport aux inventions biotechnologiques). ♦ 68ème (brevetabilité du vivant). — GOSTAL, 2005, p. 170 (inventions biotechnologiques). ♦ Génome humain : AZOUZ BAKCI, *Gaz. Pal.* 21-23 mai 2000 (Déclaration universelle sur le génome humain). — GALLIOUX, RJR 1989/3, 521 (notion juridique du matériel génétique). — MATHIEU, RD. pub. 1999, 93 (principe de dignité). — MAXIER, RJR 1991/2, 365 (applications médico-industrielles de la carte génétique humaine).

♦ DOWAT, D. 2007, Chron. 2623 (l'identité personnelle dans la civilisation de réseaux).

**1. Caractère d'ordre public.** V. art. 16-9.

**2. Assense de valeur constitutionnelle.** Il n'est aucune disposition ni aucun principe à valeur constitutionnelle consacrant la protection

du patrimoine génétique de l'humanité. ♦ Cons. 27 juill. 1994, D. 1995, 237, note Mathieu § 9.

**3. Directive du 6 juin. 1998.** Refus d'annuler

DROITS CIVILS	Art. 16-15
<p>la directive qui encadre le droit des brevets de fa-            çon suffisamment rigoureuse pour que le droit            humain demeure effectivement indisponible et            inaliénable et que la dignité humaine soit sauve-            gardée ». CJC 9<sup>e</sup> 1001. 2001. C<sup>1</sup> 3-37798. BICC            15 nov. 2001. 2001. 2002. 2925. note            Gallucci // RTD civ. 2002. 407. obs. Luby //</p> <p><b>4. Autopsie.</b> L'autopsie réalisée dans le res-            pect des règles de l'art. L. 671-9 [devenu art.            L. 1232-3] CSP ne saurait être regardée comme            une atteinte à l'intégrité du cadavre ou à l'inté-            grité de l'espèce humaine. TA Nantes, 6 janv. 2000.            D. 2000. IR 101; JCP 2000. II 10396, note            S. Prieur. // Mais : constitue une violation de</p>	<p>l'art. 8 Conv. EDH (respect de la vie familiale) le            retard excessif (plus de sept mois) à restituer à sa            famille le corps d'un enfant autopsié, quelle            qu'en soit la cause. • CEDH 30 oct. 2001, Pan-            nullo / France : BICC 15 janv. 2002. 2<sup>e</sup> ; Dr. fam.            2002. 166, obs. de Lamy ; Europe 2002. 1<sup>er</sup> 78,            obs. Defalme // RTD civ. 2002. 395, obs.            Marguénau //</p> <p><b>5. IVG.</b> La loi allongeant le délai d'IVG ne re-            lève pas de l'art. 16-4, al. 2, interdisant les pra-            tiques eugéniques. • Cons. const. 27 juin 2001.            C<sup>1</sup> 2001. 2533, note Mathieu // JCP 2001. II            10635, note Franck.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Code de la propriété intellectuelle</b></p> <p><b>BIBL. GÉN.</b> Sur la décision du Conseil constitutionnel (29 juillet 2004) :            GALLUCI, JCP 2004. II 10167. • SCHOTT, LPA 17 août 2004.</p> <p><b>Art. L. 611-17</b> (L. n° 2004-800 du 6 août 2004, art. 17) Ne sont pas brevetables les inven-            tions dont l'exploitation commerciale serait contraire à la dignité de la personne humaine, à            l'ordre public ou aux bonnes mœurs, cette contrariété ne pouvant résulter du seul fait que            cette exploitation est interdite par une disposition législative ou réglementaire.</p> <p><b>Art. L. 611-18</b> (L. n° 2004-800 du 6 août 2004, art. 17) Le corps humain, aux différents            stades de sa constitution et de son développement, ainsi que la simple découverte d'un            des ses éléments, y compris la séquence totale ou partielle d'un gène, ne peuvent constituer des            inventions brevetables.</p> <p>Seule une invention constituant l'application technique d'une fonction d'un élément du corps            humain peut être protégée par brevet. Cette protection ne couvre l'élément du corps            humain que dans la mesure nécessaire à la réalisation et à l'exploitation de cette applica-            tion particulière. Celle-ci doit être concrètement et précisément exposée dans la demande de            brevet.</p> <p>Ne sont notamment pas brevetables :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Les procédés de clonage des êtres humains ;</li> <li>b) Les procédés de modification de l'identité génétique de l'être humain ;</li> <li>c) Les utilisations d'embryons humains à des fins industrielles ou commerciales ;</li> <li>d) Les séquences totales ou partielles d'un gène prises en tant que telles.</li> </ol>	
<p><b>Art. 16-15</b> Les conventions ayant pour effet de conférer une valeur patrimoniale aux corps            humain, à ses éléments ou à ses produits sont nulles.</p>	
<p><b>Art. 16-16</b> Aucune rémunération ne peut être allouée à celui qui se prête à une expé-            rimentation sur sa personne, au prélevement d'éléments de son corps ou à la collecte            de produits de celui-ci.</p>	
<p><b>Art. 16-17</b> Toute convention portant sur la procréation ou la gestation pour le compte            d'autrui est nulle.</p>	
<p>Sur les principes prévoyant pour le fait de s'entretenir en vue d'une gestation pour le compte d'autrui,            V. C. pén., art. 227-12. — C. pén.</p>	
<p>Sur la délivrance des certificats de nationalité française aux enfants issus de convention de mère            porteuse, V. Circ. du 25 janv. 2013 relative à la délivrance des certificats de nationalité française —            convention de mère porteuse — Etat civil étranger.</p>	
<p><b>BIBL.</b> // BANDRAC, DELAIX DE PASVAL et DENON-SERAO, D. 2008. Chron. 434 // — BENT, Dr. fam.            2017. Etude 138. • CHAUSSAUD, RTD civ. 2016. 263 // (pour un droit du lien). • CHAUSSAUD,            D. 2015. 1757 // (délit d'entremise en vue de la maternité pour autrui). • CHINDEN, <i>Définites</i>            2008. 291. • FARRA-MAGNAN, D. 2015. 225 // (appréciation de l'intérêt de l'enfant). • FISSON-            ROCHÉ, D. 2014. 2184 // (la convention de maternité de substitution) ; D. 2016. 85            (sophisme juridique et GPA). • FULCHIRON, Rev. crit. DIP 2014. 531 // (droit espagnol) ; Dr.            fam. 2016. Etude 9. • FULCHIRON et BOURG-GAILLARD, Rev. crit. DIP 2015. 1. • GOODCHAM-PARIS,  <i>Mélanges Paillet</i>, Dalloz, 2011. 139. • PUDJOS, — GAMET-LAMBERTS, <i>Al. fam.</i> 2014. 330 // (panorama de</p>	

droit positif dans quelques États européens). – HARRIS, *AJ fam.* 2011. 263. (DIP). – La BOUTIN-COT, *RJPF* 2008-9/31. – La GAO-PICHI, *AJ fam.* 2016. 486. (pour une légalisation des conventions de mère porteuse). – MURKOVIC, *Dr. fam.* 2009. Étude 24. – MOUZY, *D.* 2014. 2419. (délocalisation procréative). – NEIRINCK, *Dr. fam.* 2013. n° 42 (Circ. du 25 janv. 2013). – PICHARD, *D.* 2017. 1143. – PÉRIAU, *Rev. crit. DIP* 2015. 559. (DIP et reproduction technologiquement assistée). – ROUX, *JCP* 2015. n° 483 (l'appel du Conseil constitutionnel à priver d'effet le recours illicite à la PMA et à la GPA). – SALVAGE-GIBERT, *AJ fam.* 2017. 643. (l'adoption par la « mère d'intention » en cas de GPA). – SALVAGE-GIBERT et PEYRE, *D.* 2018. 359. – SÉBAUX, *D.* 2009. *Chron.* 1215. – E. SIBOT, *RDC* 2018. 97.

#### A. RÉCEPTION DES GESTATIONS POUR AUTRUI RÉALISÉES À L'ÉTRANGER

##### 1° FILIATION DES PÈRE ET MÈRE BIOLOGIQUES

###### 1. CEDH : respect du droit à la vie privée et familiale

Sur la violation du droit à la vie privée des enfants : au regard de l'importance de la filiation biologique en tant qu'élément de l'identité de chacun, on ne saurait prétendre qu'il est conforme à l'intérêt d'un enfant de le priver d'un lien juridique de cette nature alors que la réalité biologique de ce lien est établie et que l'enfant et le parent concerné revendiquent sa pleine reconnaissance ; en faisant obstacle tant à la reconnaissance qu'à l'établissement en droit interne de leur lien de filiation à l'égard de leur père biologique, compte tenu des conséquences de ces restrictions sur l'identité et le droit au respect de la vie privée des enfants nés d'une convention de mère porteuse, l'État défendeur est allé au-delà de ce que lui permettait sa marge d'appréciation, compte tenu du poids qu'il y a lieu d'accorder à l'intérêt de l'enfant lorsqu'on procède à la balance des intérêts en présence. • CEDH 26 juin 2014, *Mennesson c/ France*, n° 65192/11. AIDA, 2014. 1763. note Burgorgue-Larsen. • D. 2014. 1797. note Chénédé. • Ibid. 1773. note Fulchiron et Bidaud-Garon. • Ibid. 1787. obs. Bonfils et Gouttenoire. • Ibid. 1806. note d'Avout. • Ibid. 2015. 1007. obs. A.-D. P. • AJ fam. 2014. 499. obs. Haffel. • Ibid. 396. obs. Dionisi-Peyrusse. • RTD civ. 2014. 616. obs. Hauser. • Ibid. 835. obs. Marguenaud. • JCP 2014. n° 877. obs. Gouttenoire (arrêt évoquant notamment les conséquences sur la nationalité et la succession ; décision rendue dans le cadre de l'affaire jugée par la Cour de cassation le 6 avr. 2011, n° 72). • V. aussi • CEDH 21 juill. 2016, n° 9063/14. D. 2016. 2152. note Caïre. • AJ fam. 2016. 407. obs. Dionisi-Peyrusse. • RTD civ. 2016. 819. obs. Hauser. • Gaz. pal. 2016. 2578. note Le Maigat (atteinte à la vie privée des enfants ; décision rendue dans le cadre des affaires ayant donné lieu aux arrêts du 13 sept. 2013).

Sur l'absence en l'espèce de violation de la vie familiale des requérants : • CEDH 26 juin 2014, n° 65192/11. préc. (arrêt évoquant les difficultés concrètes soulevées par l'absence de reconnaissance de la filiation en droit interne, mais estimant qu'elles n'ont pas été insurmontables dans le cas examiné). • CEDH 21 juill. 2016, n° 9063/14. préc. (arrêt ne considérant pas comme totalement établie la possibilité d'une reconnaissance ou de la prise en compte d'une possession d'état, à la suite du revirement du 3 juillet 2015, mais écartant l'atteinte à la vie familiale des parents). Comp. en l'absence de tout lien biologique entre les parents d'intention et l'enfant : • CEDH 24 janv. 2017, *Paradiso et Campanelli d'Italie*, n° 25358/12. D. 2017. 897. note de Saint-Perrin. • Ibid. 663. note Chénédé. • Ibid. 729. obs. Granet-Lambrechts. • Ibid. 781. obs. Galloux et Gaumont-Prat. • Ibid. 1011. obs. Gaudemet-Tailon et Jault-Seske. • AJ fam. 2017. 301. obs. Clavin et Berdeux. • Ibid. 83. obs. Dionisi-Peyrusse. • RTD civ. 2017. 335. obs. Marguenaud. • Ibid. 367. obs. Hauser. • Rev. crit. DIP 2017. 426. note Kouteeva-Vathelot. • Gaz. Pal. 2017. 281. note Le Maigat. • JCP 2017. n° 323. note Fulchiron (absence de violation du droit à la vie privée et familiale, en cas de placement d'un enfant de neuf mois en vue de son adoption).

2. Jurisprudence actuelle : transcription de l'acte conforme à la réalité. En présence d'un acte de naissance qui n'est ni irrégulier ni falsifié, et les faits déclarés correspondant à la réalité, la convention de gestation pour autrui conclue entre le père de l'enfant et la mère porteuse ne fait pas obstacle à la transcription de l'acte de naissance le mentionnant. • Cass. ass. plén., 3 juill. 2015, n° 15-50.002 P. D. 2015. 1819. note Fulchiron et Bidaud-Garon. • Ibid. 1773. obs. Sindres. • Ibid. 1919. obs. Bonfils et Gouttenoire. • AJ fam. 2015. 496. obs. Chénédé. • Ibid. 364. obs. Dionisi-Peyrusse. • RTD civ. 2015. 581. obs. Hauser. • Gaz. Pal. 2015. 2949. obs. Le Maigat. • Dr. fam. 2015. n° 166. obs. Binet. • 3 juill. 2015, n° 14-21.323 P. eod. loc.

Même solution pour la transcription de l'acte de naissance quant à la seule filiation paternelle lorsque la mère mentionnée est la mère d'intention. • Civ. 1<sup>re</sup>, 5 juill. 2017, n° 15-28.597 P. • 5 juill. 2017, n° 16-16.901 P. (absence de remise en cause de la mention désignant le père en précisant qu'il est l'époux de la mère d'intention). • 29 nov. 2017, n° 16-50.061 P. rejetant sur ce point le pourvoi contre : • Rennes, 12 déc. 2016, n° 15/08549. • AJ fam. 2017. 68. obs. Viganotti. • Ibid. 11. obs. Dionisi-Peyrusse. • V. aussi admettant la transcription partielle d'un

acte de naissance pour un couple homosexuel : • TGI Nantes, 10 févr. 2011, n° 10/06276. • Dr. fam. 2011, n° 111. obs. Neirink (hypothèse de naturalisation du père). • Pour d'autres illustrations, V. • Rennes, 18 déc. 2017, n° 17/02387. • AJ fam. 2018. 6. obs. Dionisi-Peyrusse (et sept autres arrêts).

3. Jurisprudence ancienne : primauté de la prohibition des gestations pour autrui. En l'état du droit positif, il est contraire au principe de l'indisponibilité de l'état des personnes, principe essentiel du droit français, de faire produire effet, au regard de la filiation, à une convention portant sur la gestation pour le compte d'autrui, qui, fût-elle licite à l'étranger, est nulle d'une nullité d'ordre public aux termes des art. 16-7 et 16-9 C. civ. • Civ. 1<sup>re</sup>, 6 avr. 2011, n° 10-19.053 P. R. p. 400. • D. 2011. 1064. obs. X. Labbé. • Ibid. 1522. note Berthiau et Brunet. • Ibid. Pan. 1585. obs. Granet-Lambrechts. • Ibid. Pan. 1595. obs. Gouttenoire. • JCP 2011, n° 441. obs. Vialla et Reynier. • AJ fam. 2011. 262. obs. Chénédé. • RTD civ. 2011. 340. obs. Hauser. • Gaz. Pal. 2011. 1489. avis Domingo. • Ibid. 1512. note Weiss-Gout. • RLDC 2011/82, n° 4244. obs. Gallois. • RTD civ. 2011. 340. obs. Hauser. • Rev. crit. DIP 2011. 722. note Hammje. • Civ. 1<sup>re</sup>, 6 avr. 2011, n° 09-66.486 P. R. p. 400. • D. 2011. 1064. obs. X. Labbé. • Ibid. 1522. note Berthiau et Brunet. • Ibid. Pan. 1585. obs. Granet-Lambrechts. • Ibid. Pan. 1595. obs. Gouttenoire. • RTD civ. 2011. 340. obs. Hauser. • JCP 2011, n° 441. obs. Vialla et Reynier. • AJ fam. 2011. 262. • RLDC 2011/82, n° 4244. obs. Gallois. • Rev. crit. DIP 2011. 722. note Hammje. • Civ. 1<sup>re</sup>, 6 avr. 2011, n° 09-17.130 P. R. p. 400. • D. 2011. 1064. obs. X. Labbé. • Ibid. 1522. note Berthiau et Brunet. • Ibid. Pan. 1585. obs. Granet-Lambrechts. • Ibid. Pan. 1595. obs. Gouttenoire. • RTD civ. 2011. 340. obs. Hauser. • JCP 2011, n° 441. obs. Vialla et Reynier. • AJ fam. 2011. 262. • RLDC 2011/82, n° 4275. obs. Mirxioic.

Pour l'annulation de la reconnaissance, même conforme au lien biologique : ayant caractérisé la fraude à la loi résultant du fait que la naissance d'un enfant est l'aboutissement, en fraude à la loi française, d'un processus d'ensemble comportant une convention de gestation pour le compte d'autrui, la reconnaissance paternelle doit être annulée. • Civ. 1<sup>re</sup>, 13 sept. 2013. • cité infra.

V. aussi pour le refus de transcription : est justifié le refus de transcription d'un acte de naissance établi en exécution d'une décision étrangère, fondée sur la contrariété à l'ordre public international français de cette décision : cette solution, qui ne prive pas l'enfant de sa filiation paternelle, ni de la filiation maternelle que le droit de l'État étranger lui reconnaît, ni ne l'empêche de vivre avec les époux en France, ne porte pas atteinte au droit au respect de la vie privée et familiale de cet enfant au sens de l'art. 8 Conv. EDH, non plus qu'à son intérêt supérieur garanti par l'art. 3, § 1, CIDE. • Civ. 1<sup>re</sup>, 6 avr. 2011. préc. • Dans le même sens : • Civ. 1<sup>re</sup>, 6 avr. 2011. préc. • Civ. 1<sup>re</sup>, 13 sept. 2013. • cité infra.

2011. préc. • Civ. 1<sup>re</sup>, 13 sept. 2013, n° 12-30.138 P. R. p. 531. • D. 2013. 2170. obs. Gallmeister. • Ibid. 2377. avis Petit. • Ibid. 2384. note Fabre-Magnan. • AJ fam. 2013. 579. obs. Chénédé. • Ibid. 532. obs. Dionisi-Peyrusse. • Ibid. 600. obs. Richard et Berdeux-Gacogne. • Rev. crit. DIP 2013. 909. note Hammje. • AJCT 2013. 517. obs. Mésa. • RTD civ. 2013. 816. obs. Hauser. • Gaz. Pal. 2013. 3040. obs. Deharo. • Dr. fam. 2013, n° 151. obs. Neirink. • RLDC 2013/109, n° 5276. obs. Brunetti-Pons. • 13 sept. 2013. D. 2013. 2170. obs. Gallmeister. • Ibid. 2377. avis C. Petit. • Ibid. 2384. note Fabre-Magnan. • Ibid. 2014. Pan. 954. note A. D.-P. • AJ fam. 2013. 579. obs. Chénédé. • Ibid. 532. obs. Dionisi-Peyrusse. • Ibid. 600. obs. Richard et Berdeux-Gacogne. • Gaz. Pal. 2013. 3040. obs. Deharo. • Dr. fam. 2013, n° 151. obs. Neirink. • RLDC 2013/109, n° 5276. obs. Brunetti-Pons. • 19 mars 2014, n° 13-50.005 P. : cité note 4 ss. art. 336. • V. déjà antérieurement : le ministère public justifie d'un intérêt à agir en nullité de transcriptions d'actes d'état civil résultant d'une convention portant sur la gestation pour autrui prohibée par l'art. 16-7. • Civ. 1<sup>re</sup>, 17 déc. 2008, n° 07-20.468 P. D. 2009. AJ 166. obs. Egée. • Ibid. 332. avis Sarcelet. • et 340. note Brunet. • Ibid. Pan. 773. obs. Granet-Lambrechts. • Ibid. Pan. 1557. obs. Jault-Seske. • Ibid. 2010. Pan. 604. obs. Galloux. • JCP 2009. Act. 10. obs. Brusorio-Aillaud. • Ibid. 102. n° 10. obs. Rubellin-Devichi. • Ibid. 10020. note Mirxioic. • Ibid. 11. 10021. note d'Avout. • LPA 1<sup>re</sup>-2 juin 2009, note Bourgault-Coudereille. • AJ fam. 2009. 80. obs. Chénédé. • Dr. fam. 2009, n° 15. obs. Murat. • Gaz. Pal. 2009. 429. note Weiss-Gout. • RJPF 2009-1/13. obs. Corpart. • RLDC 2009/57, n° 3305. obs. Pouliquen. • Défrénois 2009. 549. obs. Massip. • RTD civ. 2009. 106. obs. Hauser. • Gaumont-Prat, *RLDC* 2008/45, n° 2825. – M. Lamsarche, *Dr. fam.* 2007. Alerte 87.

Pour la jurisprudence antérieure à l'art. 16-7, V. note 2 ss. art. 352 et notes 15 ss. art. 1162 nouv.

Sur la procédure de réexamen prévue par l'art. 42, III de la L. n° 2016-1547 du 18 nov. 2016 : compte tenu de la nature et de la gravité des violations du droit à la vie privée des enfants, constatées par la CEDH (21 juill. 2016, préc.), qui entraînent pour eux des conséquences dommageables auxquelles la satisfaction équitable accordée n'a pas mis un terme, il convient d'ordonner le réexamen du pourvoi et de dire, qu'en application de l'art. 1031-22 C. pr. civ., la procédure se poursuivra devant l'assemblée plénière de la Cour de cassation. • C. réexamen, 16 févr. 2018, n° 17-RD-002. • D. 2018. 825. note Guillaume. • JCP 2018, n° 344. note Gouttenoire (réexamen dans l'affaire du 13 sept. 2013. préc.). • V. aussi : • C. réexamen, 16 févr. 2018, n° 17-RD-001. • Ibid. • CEDH 26 juin 2014. préc. • et Civ. 1<sup>re</sup>, 17 déc. 2008. préc. ; la Cour de réexamen ne tient pas de la loi le pouvoir

Trouvez la jurisprudence de l'Assemblée plénière de la Cour de cassation du 3 juillet 2015.

- Le bloc de jurisprudence commence par un abstract (résumé) : « **Jurisprudence actuelle : transcription de l'acte conforme à la réalité** ».
- Il est suivi par la solution de la décision : « **En présence d'un acte de naissance qui n'est ni irrégulier ni falsifié, et les faits déclarés correspondant à la réalité, la convention de gestation pour autrui conclue entre le père de l'enfant et la mère porteuse ne fait pas obstacle à la transcription de l'acte de naissance le mentionnant** ».
- Il est suivi par l'identification de la décision : « **Cass. ass. plén., 3 juillet 2015** » (arrêt rendu par l'Assemblée plénière de la Cour de cassation du 3 juillet 2015) ; du numéro de pourvoi : « **n° 15-50.002** » (plusieurs décisions sont rendues par la Cour de cassation le même jour, ce numéro permet de les distinguer) ; de la mention de sa publication au Bulletin « **P** » (ce qui signifie que la Cour de cassation considère que cet arrêt est important et a souhaité le diffuser dans son bulletin annuel) et des revues dans lesquelles l'arrêt a été commenté par les spécialistes : « **D. 2015. 1819, note Fulchiron et Bidaud-Garon** » (commentaire dans la revue « *Recueil Dalloz* » de 2015 à la page 1819 par les Messieurs Fulchiron et Bidaud-Garon).

Dessous ce bloc de jurisprudence, vous trouverez un point noir. Cela signifie qu'il s'agit d'une autre décision de la Cour de cassation. Ici, elle a été prise le même jour : « 3 juillet 2015 ». Elle possède un numéro de pourvoi différent « n° 14-21.323 ».

- La chambre de la Cour de cassation n'est pas indiquée, ce qui signifie qu'elle est identique à celle de la jurisprudence citée au-dessus : Assemblée plénière
- Aucun résumé de la décision n'est précisé, ce qui signifie qu'il est identique à celui de la jurisprudence citée au-dessus : il s'agit de plusieurs affaires rendues sur le même sujet le même jour.

**2. Jurisprudence actuelle : transcription de l'acte conforme à la réalité.** En présence d'un acte de naissance qui n'est ni irrégulier ni falsifié, et les faits déclarés correspondant à la réalité, la convention de gestation pour autrui conclue entre le père de l'enfant et la mère porteuse ne fait pas obstacle à la transcription de l'acte de naissance les mentionnant. • Cass., ass. plén., 3 juill. 2015, n° 15-50.002 P : D. 2015. 1819, note Fulchiron et Bidaud-Garon ; ibid. 1773, obs. Sindres ; ibid. 1919, obs. Bonfils et Gouttenoire ; AJ fam. 2015. 496, obs. Chénédé ; ibid. 364, obs. Dionisi-Peyrusse ; RTD civ. 2015. 581, obs. Hauser ; Gaz. Pal. 2015. 2949, obs. Le Maigat ; Dr. fam. 2015, n° 166, obs. Binet • 3 juill. 2015, n° 14-21.323 P : eod. loc.

Vous trouverez dans un bloc jurisprudentiel différent plusieurs jurisprudences antérieures. Ici, le travail est facilité car il est écrit « **Jurisprudence ancienne : primauté de la prohibition des gestations pour autrui** ». En cherchant vous trouverez

- Un arrêt de la première chambre civile de la Cour de cassation en date du 6 avril 2011 dont le résumé est le suivant « en l'état du droit positif, il est contraire au principe de l'indisponibilité de l'état des personnes, principe essentiel du droit français, de faire produire effet, au regard de la filiation, à une convention portant sur la gestation pour le compte d'autrui, qui, fût-elle licite à l'étranger, est nulle d'une nullité d'ordre public aux termes des art. 16-7 et 16-9 ».
- Un arrêt de la première chambre civile de la Cour de cassation en date du 6 avril 2011, dont le numéro de pourvoi est n° 09-66.486. Il s'agit d'une jurisprudence traitant d'une affaire différente, mais donnant la même solution.



**3. Jurisprudence ancienne : primauté de la prohibition des gestations pour autrui.** En l'état du droit positif, il est contraire au principe de l'indisponibilité de l'état des personnes, principe essentiel du droit français, de faire produire effet, au regard de la filiation, à une convention portant sur la gestation pour le compte d'autrui, qui, fût-elle licite à l'étranger, est nulle d'une nullité d'ordre public aux termes des art. 16-7 et 16-9 C. civ. • Civ. 1<sup>re</sup>, 6 avr. 2011, n° 10-19.053 P : R., p. 400 ; D. 2011. 1064, obs. X. Labbé ; *ibid.*, 1522, note Berthiau et Brunet ; *ibid.* Pan. 1585, obs. Granet-Lambrechts ; *ibid.* Pan. 1995, obs. Gouttenoire ; JCP 2011, n° 441, obs. Vialla et Reynier ; AJ fam. 2011. 262, obs. Chénédé ; RTD civ. 2011. 340, obs. Hauser ; Gaz. Pal. 2011. 1489, avis Domingo ; *ibid.*, 1512, note Weiss-Gout ; RLDC 2011/82, n° 4244, obs. Gallois ; RTD civ. 2011. 340, obs. Hauser ; Rev. crit. DIP 2011. 722, note Hammje • Civ. 1<sup>re</sup>, 6 avr. 2011, n° 09-66.486 P : R., p. 400 ; D. 2011. 1064, obs. X. Labbé ; *ibid.*, 1522, note Berthiau et Brunet ; *ibid.* Pan. 1585, obs. Granet-Lambrechts ; *ibid.* Pan. 1995, obs. Gouttenoire ; RTD civ. 2011. 340, obs. Hauser ; JCP 2011, n° 441, obs. Vialla et Reynier ; AJ fam. 2011. 262 ; RLDC 2011/82, n° 4244, obs. Gallois ; Rev. crit. DIP 2011. 722, note Hammje • Civ. 1<sup>re</sup>, 6 avr. 2011, n° 09-17.130 P : R., p. 400 ; D. 2011. 1064, obs. X. Labbé ; *ibid.*, 1522, note Berthiau et Brunet ; RTD civ. 2011. 340, obs. Hauser ; JCP 2011, n° 441, obs. Vialla et Reynier ; AJ fam. 2011. 262 ; RLDC 2011/83, n° 4275, obs. Mirkovic.

Poursuivez le travail de lecture et trouvez d'autres arrêts !

## b. Le futur

### • La législation

#### Pour la législation postérieure :

- Un texte totalement nouveau peut avoir été adopté depuis la date à laquelle a été rendue la jurisprudence
  - Il faut préciser ce nouveau texte
- Le texte peut ne pas avoir été modifié depuis la date à laquelle a été rendue la jurisprudence
  - Il faut préciser que la législation n'a pas changée
- Le texte peut avoir été modifié depuis la date à laquelle a été rendue la jurisprudence
  - Il faut préciser cette modification
- Le texte peut avoir été supprimé depuis la date à laquelle a été rendue la jurisprudence
  - Il faut préciser cette suppression

#### Exemple 1 :

**Art. 143** (L. n° 2013-404 du 17 mai 2013, art. 1<sup>er</sup>) Le mariage est contracté par deux personnes de sexe différent ou de même sexe.

Ici, le texte a été créé par la loi n° 2013-404 du 17 mai 2013. Vous le savez parce qu'elle est indiquée entre parenthèses en italique.

#### Exemple 2 :

**Art. 147** On ne peut contracter un second mariage avant la dissolution du premier.

Ici, le texte a été créé par la loi du 3 mai 1803 promulguée le 15 mars 1803. Vous savez que le texte a été créé par la loi du 3 mai 1803 parce que rien n'est précisé à côté de « Art. 147 ».

#### Exemple 3 :

**Art. 144** (L. n° 2013-404 du 17 mai 2013, art. 1<sup>er</sup>) Le mariage ne peut être contracté avant dix-huit ans révolus.

Ici, le texte a été modifié par la loi n° 2013-404 du 17 mai 2013.

#### Exemple 4 :

**Art. 153** *Abrogé par L. n° 2011-525 du 17 mai 2011, art. 158.*

Ici le texte a été abrogé par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011. Vous le savez parce que cela est indiqué en italique.

- La jurisprudence

#### Pour la jurisprudence postérieure :

- Si elle est la même que celle que nous étudions, la décision postérieure est une jurisprudence constante ou d'application
- Si elle n'est la même que celle que nous étudions, la postérieure est un revirement de jurisprudence

Pour trouver les jurisprudences postérieures, il faut se rendre sous l'article relatif à la décision traité et prendre connaissance des décisions rendues.

Exemple : Se rendre sous l'article 16-7 du Code civil

- En bas à droite de la page, vous trouverez le texte de l'article
- Retournez au bloc 2 de jurisprudence

Sous ce bloc jurisprudentiel, vous trouverez les jurisprudences précédemment étudiées rendues par l'Assemblée plénière de la Cour de cassation le 3 juillet 2015. Vous trouverez également des jurisprudences postérieures à cette date :

- Un arrêt de la première chambre civile de la Cour de cassation du 5 juillet 2017 dont le résumé est le suivant « même solution pour la transcription de l'acte de naissance quant à la seule filiation paternelle lorsque la mère mentionnée est la mère d'intention »
- Un arrêt de la première chambre civile de la Cour de cassation du 5 juillet 2017 pour lequel une précision est apportée (absence de remise en cause de la mention désignant le père en précisant qu'il est l'époux de la mère d'intention)
- Un arrêt de la première chambre civile de la Cour de cassation du 29 novembre 2017 dont le résumé est le même. L'arrêt rendu en appel est précisé : CA Rennes, 12 décembre 2016.
- Un arrêt du TGI de Nantes du 10 février 2011. Il est précisé qu'il admet la transcription partielle d'un acte de naissance pour un couple homosexuel
- Enfin, un arrêt de la cour d'appel de Rennes du 18 décembre 2017.

**2. Jurisprudence actuelle : transcription de l'acte conforme à la réalité.** En présence d'un acte de naissance qui n'est ni irrégulier ni falsifié, et les faits déclarés correspondant à la réalité, la convention de gestation pour autrui conclue entre le père de l'enfant et la mère porteuse ne fait pas obstacle à la transcription de l'acte de naissance les mentionnant. • Cass., ass. plén., 3 juill. 2015, n° 15-50.002 P : D. 2015. 1819, note Fulchiron et Bidaud-Garon ; ibid. 1773, obs. Sindres ; ibid. 1919, obs. Bonfils et Gouttenoire ; AJ fam. 2015. 496, obs. Chénéde ; ibid. 364, obs. Dionisi-Peyrusse ; RTD civ. 2015. 581, obs. Hauser ; Gaz. Pal. 2015. 2949, obs. Le Maigat ; Dr. fam. 2015, n° 166, obs. Binet • 3 juill. 2015, n° 14-21.323 P : eod. loc.

Même solution pour la transcription de l'acte de naissance quant à la seule filiation paternelle lorsque la mère mentionnée est la mère d'intention. • Civ. 1<sup>re</sup>, 5 juill. 2017, n° 15-28.597 P • 5 juill. 2017, n° 16-16.901 P (absence de remise en cause de la mention désignant le père en précisant qu'il est l'époux de la mère d'intention) • 29 nov. 2017, n° 16-50.061 P, rejetant sur ce point le pourvoi contre : • Rennes, 12 déc. 2016, n° 15/08549 ; AJ fam. 2017. 68, obs. Viganotti ; ibid. 11, obs. Dionisi-Peyrusse. ♦ V. aussi admettant la transcription partielle d'un

acte de naissance pour un couple homosexuel : • TGI Nantes, 10 févr. 2011, n° 10/06276 : Dr. fam. 2011, n° 111, obs. Neirinck (hypothèse de naturalisation du père). ♦ Pour d'autres illustrations, V. • Rennes, 18 déc. 2017, n° 17/02387 : AJ fam. 2018. 6, obs. Dionisi-Peyrusse (et sept autres arrêts)

### 3. *Par rapport aux domaines voisins*

Les règles de droit ne sont jamais isolées les unes des autres mais au contraire liées entre elles par des relations complexes : complémentarité, contradiction, superposition, analogie, a contrario... Comprendre la solution par rapport aux situations voisines conduit à se demander comment la solution posée s'inscrit dans l'ensemble du droit et, plus précisément, par rapport aux solutions apportées à des problèmes proches.

**Pour ce faire, vous devez changer les termes de votre problématique.**

Exemple : L'enfant né (1) d'une femme mariée (2) a pour père le mari  
(1) Quid de l'enfant conçu d'une femme mariée ?  
(2) Quid de l'enfant né d'une femme                   - non mariée (concubinage, pacs...)  
  - divorcée  
  - dont le mariage a été annulé...

Attention : Il faut

- Indiquer le contenu de la solution aux questions voisines qui peuvent se poser
- Expliquer en quoi ces questions peuvent éclairer la solution de notre arrêt

En résumé, il faut mettre en relation l'arrêt commenté avec les domaines voisins.

Pour déterminer les domaines voisins, vous pouvez vous aider de votre cours et déterminer quelles sont les questions voisines que l'enseignant a traitées.

#### B. Expliquer la solution

Ici, il faut expliquer la solution en présentant les arguments en faveur et défaveur de celle-ci.

##### 1. *Les arguments en droit*

Il faut expliquer la solution de l'arrêt par

- des thèses doctrinales,
- des solutions de jurisprudence

- et la législation en vigueur au moment où l'arrêt a été rendu.

Dès lors qu'il s'agit souvent d'un problème d'interprétation de la loi, utilisez les arguments de logique juridique formelle : syllogisme, analogie, a contrario, induction, déduction...

Quel texte, quelle interprétation du texte, quelle théorie, quel raisonnement aurait pu retenir la juridiction pour statuer différemment ?

<b>Attention : Développez chaque argument pour et contre en paragraphes distincts !</b>
---

a. Les arguments pour

b. Les arguments contre

## 2. *Les arguments en opportunité*

Quels sont les arguments historiques, sociologiques, économiques, moraux, comparatifs, d'équité... susceptibles d'avoir motivé la décision ou, au contraire, qui auraient pu faire adopter une solution différente ?

<b>Attention : Développez chaque argument pour et contre en paragraphes distincts !</b>
---

a. Les arguments pour

b. Les arguments contre

## C. Apprécier la solution

Que pensez-vous personnellement de la solution retenue ? Est-elle juste, utile, opportune ? Son fondement est-il convaincant ? Pourquoi ? Quelle est la portée de la règle ainsi posée ? Est-elle satisfaisante ? Pourquoi (juridiquement, économiquement, socialement...) ? Qu'auriez-vous proposé ? etc.



## 2. Exemple de la méthode du commentaire d'arrêt simplifié

<p><b>Cour de cassation</b> <b>chambre civile 1</b> <b>Audience publique du 15 février 2012</b> <b>N° de pourvoi: 10-27512 11-19963</b> <b>Publié au bulletin</b> <b>Rejet</b></p>
--

M. Charruault, président  
Mme Vassallo, conseiller apporteur  
M. Domingo, avocat général  
SCP Boré et Salve de Bruneton, avocat(s)

REPUBLIQUE FRANCAISE  
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

LA COUR DE CASSATION, PREMIÈRE  
CHAMBRE CIVILE, a rendu l'arrêt suivant  
:

Vu leur connexité, joint les pourvois n° B 11-  
19. 963 et M 10-27. 512 ;

Sur le moyen unique :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Versailles, 7  
octobre 2010), que M. X... a déclaré vouloir  
prénommer son fils, né le 7 novembre 2009,  
Titeuf, Gregory, Léo ; que l'officier d'état civil  
a informé le procureur de la République que  
le choix du premier prénom, Titeuf, lui

paraissait contraire à l'intérêt de l'enfant ; que,  
sur le fondement de l'article 57 du code civil,  
le parquet a fait assigner les parents afin de  
voir prononcer la suppression du prénom  
Titeuf ; que, par jugement du 1er juin 2010, le  
tribunal de grande instance de Pontoise, se  
fondant sur l'intérêt de l'enfant, a ordonné la  
suppression du prénom Titeuf de son acte de  
naissance et dit qu'il se prénommera Grégory,  
Léo ;

Attendu que M. X... et la mère de l'enfant,  
Mme Y..., font grief à l'arrêt de confirmer le  
jugement, alors, selon le moyen :

1°/ que la contrariété à l'intérêt de l'enfant  
qui peut justifier que le prénom choisi par ses  
parents soit supprimé doit être appréciée de  
façon objective ; qu'en appréciant la  
conformité à l'intérêt de l'enfant du prénom  
Titeuf uniquement par référence à un  
personnage de bande dessinée dont la

notoriété est nécessairement éphémère et limitée, dont elle relève au demeurant qu'il est " plutôt sympathique ", et en se livrant à une analyse subjective des caractéristiques de ce personnage, sans se prononcer au regard de critères objectifs seuls à même de garantir le principe d'égalité devant la loi, la cour d'appel a violé l'article 57 du code civil, ensemble l'article 3 de la Convention de New York du 20 novembre 1989 et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ;

2°/ que toute restriction à la liberté de choix du prénom de l'enfant par ses parents ne peut être justifiée que par l'intérêt de l'enfant ; qu'en jugeant que le prénom Titeuf n'était pas conforme à l'intérêt de l'enfant et en ordonnant sa suppression de l'acte de naissance, sans rechercher, ainsi qu'elle y était invitée, si le fait qu'au moins un autre enfant ait reçu ce prénom sans opposition du ministère public et que d'autres enfants aient reçu les prénoms d'autres personnages de bande dessinée ou dessins animés n'était pas de nature à mettre en évidence que le choix

du prénom litigieux ne portait pas atteinte à l'intérêt de l'enfant, la cour d'appel a privé sa décision de base légale au regard de l'article 57 du code civil, ensemble l'article 3 de la Convention de New York du 20 novembre 1989 et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ;

Mais attendu que c'est par une appréciation souveraine qu'en une décision motivée la cour d'appel a estimé qu'il était contraire à l'intérêt de l'enfant de le prénommer Titeuf ; que le moyen qui ne tend en réalité qu'à contester cette appréciation ne peut être accueilli ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE les pourvois ;

Condamne M. X... et Mme Y... aux dépens ;

Vu l'article 700 du code de procédure civile, rejette la demande ;

Ainsi fait et jugé par la Cour de cassation, première chambre civile, et prononcé par le président en son audience publique du quinze février deux mille douze.

## I. Analyse

### A. Les faits

#### 1. *Les faits matériels*

Le 7 novembre 2009	Monsieur X et Madame Y ont un fils. Celui-ci est nommé par ses parents et déclaré à l'état civil comme « Titeuf, Grégory, Léo ».
À une date inconnue	L'officier d'état civil informe le Procureur de la République que le choix du premier prénom « Titeuf » est contraire à l'intérêt de l'enfant.

#### 2. *Les faits juridiques*

À une date inconnue	Le Procureur de la République (le parquet) assigne les parents de l'enfant (Monsieur X et Madame Y), afin de voir prononcer l'annulation du prénom « Titeuf » sur l'acte d'état civil, sur le fondement de l'article 57 du Code civil.
Le 1 <sup>er</sup> juin 2010	Le Tribunal de Grande Instance de Pontoise ordonne la suppression du prénom « Titeuf » et dit que l'enfant se prénommera Grégory, Léo.
À une date inconnue	Les parents de l'enfant interjettent appel devant la Cour d'Appel de Versailles.
Le 7 octobre 2010	La Cour d'Appel de Versailles confirme le jugement du Tribunal de Grande Instance de Pontoise.
À une date inconnue	Les parents forment un pourvoi en cassation.
Le 15 février 2012	La première chambre civile de la Cour de cassation rejette le pourvoi formé par les parents de l'enfant.

## B. Le droit

### 1. *Les prétentions des parties*

<b>Le Procureur (demandeur)</b>	<b>Les parents (défendeurs)</b>
Le parquet demande la suppression du prénom « Titeuf » sur l'état civil de l'enfant.	Les parents contestent la suppression du prénom « Titeuf » sur l'état civil de l'enfant.
La restriction à la liberté de choix du prénom de l'enfant par ses parents est justifiée par l'intérêt de l'enfant. Au regard d'une telle appréciation, le prénom « Titeuf » est contraire à l'intérêt de l'enfant.	La restriction à la liberté de choix du prénom de l'enfant par ses parents ne peut être justifiée que par l'intérêt de l'enfant. Au regard d'une telle appréciation, le prénom « Titeuf » n'est pas contraire à l'intérêt de l'enfant.
La contrariété à l'intérêt de l'enfant doit être appréciée de façon subjective pour justifier que le prénom choisi par les parents soit supprimé.	La contrariété à l'intérêt de l'enfant doit être appréciée de façon objective pour justifier que le prénom choisi par les parents soit supprimé.

### 2. *Le problème de droit*

L'officier d'état civil peut-il, lorsqu'il contrôle le choix du prénom d'un enfant par ses parents, refuser son inscription au motif qu'il serait contraire à l'intérêt de l'enfant ?

### 3. *La solution de droit*

« Mais attendu que c'est par une appréciation souveraine qu'en une décision motivée la Cour d'appel a estimé qu'il était contraire à l'intérêt de l'enfant de le prénommer Titeuf ; que le moyen qui ne tend en réalité qu'à contester cette appréciation ne peut être accueilli ».

## II. Le commentaire

### A. Comprendre la solution

#### 1. *En elle-même*

##### a. L'analyse de la solution

**Prénom ou acte de prénommer** : vocable servant à distinguer les membres d'une même famille ou les individus portant de famille identique. Les prénoms sont choisis librement par les parents, sous réserve du contrôle du juge aux affaires familiales qui peut estimer que le choix n'est pas conforme à l'intérêt de l'enfant ou méconnaît le droit des tiers à voir protéger leur nom de famille.

**Appréciation souveraine** : pouvoir en vertu duquel les juridictions du premier et second degré échappent au contrôle de la Cour de cassation dans la constatation et l'appréciation des faits litigieux, mais qui ne les dispense pas de donner à leur décision une motivation suffisante.

**Intérêt de l'enfant** : ce que réclame le bien de l'enfant.

##### b. La synthèse de la solution

Le contrôle du choix du prénom de l'enfant par l'officier d'état civil, puis par les juges du fond (juges de première instance et juges d'appel) relève de leur appréciation souveraine. Ces derniers peuvent décider que l'attribution du prénom « Titeuf » est contraire à l'intérêt de l'enfant et par conséquent doit être supprimé.

#### 2. *Par rapport au passé et au futur*

##### a. Le passé

###### o La législation

Les juges s'appuient sur **les alinéas 3 et 4 de l'article 57 du Code civil**. Ce texte a été modifié par la loi n° 2002-304 du 4 mars 2002. Le texte dispose que « lorsque ces prénoms ou l'un d'eux,

seul ou associé aux autres prénoms ou au nom, lui paraissent contraires à l'intérêt de l'enfant ou au droit des tiers à voir protéger leur nom de famille, l'officier de l'état civil en avise sans délai le procureur de la République. Celui-ci peut saisir le juge aux affaires familiales. Si le juge estime que le prénom n'est pas conforme à l'intérêt de l'enfant ou méconnaît le droit des tiers à voir protéger leur nom de famille, il en ordonne la suppression sur les registres de l'état civil. Il attribue, le cas échéant, à l'enfant un autre prénom qu'il détermine lui-même à défaut par les parents d'un nouveau choix qui soit conforme aux intérêts susvisés. Mention de la décision est portée en marge des actes de l'état civil de l'enfant ».

Les parents de l'enfant ont invoqués **l'article 8 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme**, proclamant un droit au respect de la vie privée et familiale, qui énonce que « Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance et qu'il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. »

Enfin, **l'article 3 de la Convention de New-York du 20 novembre 1989, relative aux droits de l'Enfant**, énonce que « Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale. Les États parties s'engagent à assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires à son bien-être, compte tenu des droits et des devoirs de ses parents, de ses tuteurs ou des autres personnes légalement responsables de lui, et ils prennent à cette fin toutes les mesures législatives et administratives appropriées ».

#### ○ La jurisprudence

**Cour d'Appel de Caen, 30 avril 1998** → N'est pas contraire à l'intérêt de l'enfant l'attribution d'un prénom d'une originalité discutable, tiré de la dénomination d'un monument religieux, mais qui est dépourvu de toute consonance ridicule, ou péjorative, ou complexe (prénom Tokalie).

**Cour d'Appel de Besançon, 18 novembre 1999** → N'est pas contraire à l'intérêt de l'enfant l'attribution d'un prénom qui n'est pas d'apparence ridicule, péjorative ou grossière, qui n'est pas complexe, qui ne fait pas référence à un personnage déconsidéré de l'histoire ou de la littérature (prénom Zébulon).

**Cour d'Appel de Bordeaux, 22 octobre 2009** → N'est pas contraire à l'intérêt de l'enfant l'attribution d'un prénom certes choisi en hommage à un chanteur devenu meurtrier mais orthographié différemment et alors que la célébrité du chanteur\* n'est pas destinée à perdurer dans les mémoires, le prénom ayant une consonance latine évoquant le chant (prénom Canta).

\*La Cour d'Appel fait référence au chanteur français Bertrand Canta, qui a assassiné sa compagne.

**Cour d'Appel de Rennes, 4 mai 2000** → N'est pas contraire à l'intérêt de l'enfant l'attribution d'un prénom qui a été choisi par les parents sans arrière-pensée, même si, associé au nom patronymique, il évoque inévitablement un modèle de voiture, alors que cet inconvénient est appelé à disparaître et qu'un changement entraînerait pour l'enfant un trouble certain (prénom Mégane, alors que le nom de famille était Renault).

Dans cette affaire, le choix du prénom avait été fait par les parents avant que le modèle Mégane de la marque Renault soit commercialisé.

Il s'agit donc d'une solution s'inscrivant dans la lignée des jurisprudences antérieures de la Cour de cassation. Cette dernière confie le soin aux juges du fond d'apprécier si le choix du prénom est attentatoire ou non à l'intérêt de l'enfant. La jurisprudence est donc, sur ce point, constante et claire.

b. Le futur

○ La législation

**Les alinéas 3 et 4 de l'article 57 du Code civil** n'ont pas fait l'objet d'une modification depuis la solution rendue. De la même manière les textes internationaux n'ont pas changé.

○ La jurisprudence

**Cour d'Appel de Rennes, 25 janvier 2016** → La Cour d'Appel confirme le jugement du Tribunal de première instance qui a ordonné la suppression du prénom « Léo-Pard » de l'enfant. La Cour d'Appel considère qu'un tel prénom est contraire à l'intérêt de l'enfant et confirme sa suppression.

**Cour d'Appel de Grenoble, 7 juin 2016** → La Cour d'Appel considère que l'appellation « Elle » de l'enfant a un caractère trop impersonnel, préjudiciable à l'enfant. La Cour confirme la suppression demandée par le parquet et confirme par le Tribunal de Grande Instance.

Après l'affaire « Titeuf », les juges continuent à apprécier du caractère attentatoire ou non à l'intérêt de l'enfant, du prénom donné par les parents. La jurisprudence reste également constante après cette affaire.

*c. Par rapport aux domaines voisins*

**Quid de la modification du prénom à la place de la suppression du prénom ?** → Le juge du fond ne peut modifier le prénom qui ne lui paraît pas conforme à l'intérêt de l'enfant : Cour d'Appel d'Amiens, 12 décembre 2012.

Dans cette affaire, l'enfant avait été prénommé « MJ », Jean, Elihaou, par ses parents. Les initiales « MJ » faisant référence au chanteur Michael Jackson.

Le juge aux affaires familiales avait ordonné la suppression du prénom « MJ », mais avait dit que l'enfant porterai le prénom « Emji », Jean, Elihaou. La Cour d'Appel, dans cette affaire, vient rappeler que si le juge peut supprimer un prénom, qui ne paraît pas conforme à l'intérêt de l'enfant, il ne peut pas le modifier, notamment par un prénom que les père et mère n'ont pas choisi. Elle refuse donc d'imposer le prénom « Emji » à la place de « MJ » aux parents.

Il existe cependant des cas particuliers :

- Lorsque **l'enfant a été adopté** par les parents, les juges admettent la modification du prénom de l'enfant, en précisant que le nouveau prénom peut être choisi parmi ceux utilisés dans le pays d'origine de l'enfant: Cour d'Appel de Bordeaux, 10 janvier 2001.
- Lorsque **l'enfant acquiert la nationalité française**, les juges admettent de franciser un prénom d'allure étrangère, en vue de faciliter son intégration : Loi n°72-964 du 25 octobre 1972.



**Quid de la suppression du nom de famille à la place du prénom ?** → Principe d'immutabilité\* du nom patronymique consacré : **Cass. civ. 1<sup>ère</sup>, 15 mars 1988**. Cela signifie que le nom de famille ne se perd pas par le non-usage.

\* Principe d'immutabilité : il s'agit de l'impossibilité de modifier ou de supprimer le nom de famille. Il est immuable c'est à dire qu'il ne peut « jamais changer ».

**Quid de la modification du nom de famille ?** → La Cour de cassation ou la loi ont pu admettre dans certains cas et à certaines conditions particulières la modification du nom de famille :

- Loi du 25 octobre 1972, n°72-964 → Elle permet de **franciser** le nom de famille, en vue de faciliter l'intégration dans la communauté française, d'une personne qui acquiert la nationalité française.
- Civ., 1<sup>ère</sup>, 23 juin 1982; Civ., 1<sup>ère</sup>, 15 mars 1988 (plusieurs autres arrêts) → La Cour de cassation admet de **redonner un nom modifié ou perdu par les ancêtres**. C'est notamment le cas pour les titres de noblesse, datant de l'Ancien Régime comportant la particule « De », qui avait été cachés par les ancêtres, lors de la Révolution française, puis perdus.
- Civ., 1<sup>ère</sup>, 6 mars 1923; Civ., 1<sup>ère</sup>, 31 janvier 1978; Civ., 1<sup>ère</sup>, 15 mars 1988 → La Cour de cassation admet que **la possession** constante d'un nom permet d'acquérir le droit de le porter. On parle de « prescription acquisitive ». Des conditions doivent cependant être réunies : une possession prolongée du nom (de 60 à 100 ans), une possession loyale et exempte de fraude, et une possession publique, notoire et acceptée de tous.
- Article 43 de la Loi n°85-1372 du 23 décembre 1985, relative aux régimes matrimoniaux et aux parents dans la gestion des biens des enfants mineurs → Il est toujours possible **d'ajouter à titre d'usage à son nom de famille, le nom d'un de ses parents** qui ne lui a pas transmis le sien.

**Quid du pseudonyme et non du prénom de l'enfant ?** → A priori, seuls les prénoms stricto sensu sont concernés par le contrôle dans le cadre de l'intérêt de l'enfant car l'alinéa 4 de l'article 57 du Code civil ne cite que « les prénoms ou l'un d'eux ».

## B. Expliquer la solution

### 1. *Arguments juridiques*

#### a. Les arguments pour

La Cour de cassation tranche dans cette affaire en respectant des dispositions de la loi notamment des alinéas 3 et 4 de l'article 57 du Code civil, qui laisse la possibilité à l'officier d'état civil d'apprécier si le prénom est contraire à l'intérêt de l'enfant et, le cas échéant le contester.

La jurisprudence est constante quant à la l'appréciation souveraine des juges du fond du caractère du prénom. La Cour de cassation ne se charge que du contrôle de la motivation par les juridictions du premier et second degré.

La loi du 6 Fructidor An II prévoit qu'aucun citoyen ne pourra porter de prénom (...) autres que ceux exprimés dans son acte de naissance. Ainsi, un prénom est destiné à ne jamais pouvoir être modifié au cours de la vie d'un individu. Les juges, conscients de cela, protège l'enfant contre un prénom qu'il sera obligé de porter tout au long de sa vie.

Le prénom est un élément qui permet d'identifier et d'individualiser une personne, au sein de sa famille, et plus généralement au sein de tout groupe social. C'est un élément inhérent à son identité qu'il cultive tout au long de son enfance, mais aussi une fois à l'âge adulte. Dès lors élément de son identité, le prénom est essentiel pour une personne.

Une appréciation objective de l'intérêt de l'enfant semble impossible. En effet, le choix du prénom prend en considération tout un ensemble de faits: d'époque, de personnalité des parents, de contexte social ou historique. Ainsi, tous ces éléments subjectifs ne sauraient être appréciés que de manière également subjective par les juges du fond.

Le juge effectue un équilibre juste entre le droit à la vie privée et familiale (Art 8 CESDH) et l'intérêt de l'enfant (Art 3 Conv. de NY et Art 57 C. civ) . En effet, il met en balance deux droits fondamentaux et tranche pour le second.

## b. Les arguments contre

L'article 57 alinéa 3 du Code civil énonce que c'est en principe les parents qui ont la liberté de choisir le prénom. Pourquoi peuvent-ils en être privés ?

La jurisprudence est casuistique en la matière, car le caractère contradictoire à l'intérêt de l'enfant est apprécié par les juges du fond, selon des critères subjectifs. Cela peut être source d'insécurité juridique.

Doit-on, au vu des décisions rendues, considérer que le prénom Zébulon est moins attentatoire que le prénom Titeuf ?

- La notion « d'intérêt de l'enfant » est une notion floue, ayant un contenu et des contours non définis. Cela est source d'insécurité juridique pour les parties. De plus, la notion est évolutive et vague. Par exemple, un même prénom à une époque différente ne sera pas apprécié de la même manière par les juges. Si le prénom « Adolf » était courant avant la seconde guerre mondiale, rares sont ceux qui se sont aventurés à nommer leur enfant par ce prénom après celle-ci, contexte historique oblige... De plus, un même prénom n'aura pas non plus le même impact dans l'espace et selon les pays... Pourrait-on imaginer le juge français accepter l'appellation « Nord » pour un enfant dont le nom de famille est « Ouest » ? Aux Etats-Unis, une telle question n'a semble-t-il pas été posée (*cf la fille du rappeur Kanye West et Kim Kardashian, appelée « North West »*).
- L'article 8 de la CESDH prévoit un droit fondamental à la vie privée et familiale. Ainsi, le choix du prénom par les parents, devrait en principe relever du droit à la vie privée et familiale et être garanti par ce droit. En effet, la Cour européenne des Droits de l'Homme a considéré que le choix du prénom de l'enfant revêtait pour les parents un caractère intime et affectif et entraînait dans la sphère de la vie privée et familiale (CEDH, 24 octobre 1996, *Guillot c/ France*). Pour autant, le juge français interfère dans ce choix et donc dans la vie privée et familiale.

## 2. Les arguments en opportunité

### a. Les arguments pour

Il est probable que l'enfant nommé Titeuf, pourra être source de moqueries durant son enfance voire emprunt au ridicule une fois adulte.

En effet, on connaît la franchise, voire la méchanceté des enfants dans les cours d'écoles. Et, même une fois adulte, on imagine mal, un homme être prénommé Titeuf, sans faire l'objet de remarques, ou de réflexions désobligeantes dans le cadre de sa vie professionnelle ou personnelle.

b. Les arguments contre

Un prénom original peut permettre à un enfant de se démarquer, d'avoir une certaine originalité.

L'enfant disposant de plusieurs prénoms peut se voir appeler par ces autres prénoms. Par exemple, en l'espèce, il aurait pu être appelé dans la vie courante Grégory ou Léo, ses deuxièmes et troisièmes prénoms respectifs.

C. Apprécier la solution

Le prénom « Titeuf » présente un caractère original mais pouvant tourner au ridicule. Sa suppression confirmée par la Cour de cassation paraît donc conforme à son intérêt.

Néanmoins, une telle appréciation est basée sur des éléments subjectifs, ce qui peut entraîner une disparité entre les décisions selon l'officier d'état civil, les juges, l'époque ou encore le lieu de déclaration du prénom.